

Un nouvelle vague de violences est à craindre

Burundi Le Président lance un ultimatum à des insurgés inédit : pour justifier de futures tueries ?

Dans un discours en kirundi (langue nationale) prononcé à Mugamba (province de Bururi) et retransmis à la télévision nationale mercredi soir, le président burundais Pierre Nkurunziza a menacé des insurgés de cette commune du sud du pays de répression s'ils ne déposaient pas les armes dans les 15 jours.

S'adressant à la population de Mugamba, le chef de l'Etat a déclaré : *"Téléphonez à vos frères qui ont pris les armes, dites-leur que [...] nous leur donnons 15 jours pour qu'ils y renoncent [...] Quinze jours, pas plus. Dites-leur cela"*, rapporte l'AFP.

Mandat interdit

Des sources sécuritaires citées par l'AFP assurent qu'une rébellion née de la contestation du troisième mandat de M. Nkurunziza – interdit par les Accords de paix d'Arusha – existe dans cette commune.

Une source d'opposition burundaise interrogée par "La Libre Belgique" indique qu'*"il n'y a pas d'opposition organisée en tant que telle à Mugamba. Par con-*

tre il y a beaucoup d'ex-Fab (ancienne armée burundaise, monoethnique tutsie) retraités".

Réveiller les rivalités ethniques

Les militaires tutsis issus de l'ancienne armée sont, depuis 2015, la cible du pouvoir, qui cherche à se rallier la population hutue en réveillant les anciennes rivalités ethniques, dont l'apaisement était pourtant le principal succès des deux mandats constitutionnels de M. Nkurunziza.

Le processus de paix – qui avait débouché sur les élections de 2005, gagnées par le parti de M. Nkurunziza, issu d'une ex-guérilla hutue – avait vu la mise sur pied d'une armée nationale constituée pour moitié de militaires issus de l'ancienne armée tutsie et pour moitié d'ex-guérillas hutues. Le premier de ces deux groupes est victime de purges depuis le soulèvement contre M. Nkurunziza et le coup d'Etat militaire raté de mai 2015, qui a débouché sur la naissance de deux mouvements armés récla-

mant le respect des Accords d'Arusha. La province de Bururi fut le berceau de trois dictateurs militaires tutsis. Tous recrutant de préférence chez eux, on y trouve de nombreux militaires retraités. Après les jeunes de Bujumbura, Hutus et Tutsis, avec une préférence pour

ces derniers, ces ex-soldats seront-ils la nouvelle cible du régime Nkurunziza ?

"La destruction continue d'avancer progressivement et méthodiquement", dit notre source d'opposition. Et de rappeler de précédents discours menaçants de Pierre Nkurunziza, généralement suivis de vagues de répression.

Des précédents inquiétants

Ainsi, en 2006, il avait annoncé avoir les preuves d'un complot en vue d'un coup d'Etat; des membres de l'opposition avaient été arrêtés, ainsi que l'ex-vice-président Alphonse Kadege, victime de mauvais traitements selon Amnesty International. Le 1^{er} mai 2011, Pierre Nkurunziza avait demandé à la police de prendre des dispositions afin que les résultats électoraux de 2010 ne soient plus contestés; on dénombra cette année-là des dizaines d'exécutions extrajudiciaires. Enfin, le 20 août dernier, le chef de l'Etat avait donné *"deux mois"* aux forces de l'ordre pour rétablir l'ordre : depuis lors, on ne cesse de ramasser des corps à Bujumbura et d'y signaler des disparitions.

La détérioration de la situation au Burundi (qui a causé la fuite de 270 000 personnes) inquiète les pays voisins. Des pourparlers ont été repris fin mai à Arusha sous l'égide de l'ex-président tanzanien Benjamin Mkapa. Les Burundais en attendent toutefois peu, une partie de l'opposition n'ayant pas été invitée aux discussions.

Marie-France Cros

"Quinze jours, pas plus. Dites-leur cela."

PIERRE NKURUNZIZA
Cet ultimatum du chef d'Etat annonce-t-il une vague de meurtres contre les ex-militaires tutsis ?